

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

N° 386 du 10 au 21.09

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Accord d'Oslo : 15ème commémoration de la signature de l'autorité palestinienne :

Et pendant ce temps là...

Abbas : Je ne demande pas le retour de 5 millions de réfugiés palestiniens.

La lutte pour la libération dans les territoires occupés

1 Politique Palestinienne

2 Politique Israélienne

3 Politique Internationale des territoires occupés

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Abbas : Je ne demande pas le retour de 5 millions de réfugiés palestiniens.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 Médias : La France est probablement plus fidèle à Israël qu'à ses propres intérêts.
5-2 La décision Us de qualifier Al-Aqsa de terroriste est une aberration.

2 Les brèves

6-1 Des discussions israélo-Usa pour soutenir les services de la sécurité d'Abbas...

6-2 Abbas : Le processus de paix doit rester une priorité.

6-3 Ahmed Choudah : le peuple palestinien refuse tout accord qui néglige le droit au retour.

6-4 En Cisjordanie, une grave crise d'eau étouffe plus de 200 groupes résidentiels.

3 Dossier

7-1 Point de vue de Jeff Halper : Palestiniens : le stockage d'un "peuple en trop".

8 Courrier des lecteurs & [trouvé sur le net](#) & témoignage

8-1 Lettre ouverte au Président Abbas.

Tiré a part

Accord d'Oslo : 15ème commémoration de la signature de l'autorité palestinienne :

[L'accord d'Oslo représente le projet le plus dangereux contre le peuple palestinien.](#)

A l'occasion de la 15ème commémoration de la signature de l'autorité palestinienne à cet accord avec l'occupation israélienne, le porte-parole du mouvement du Hamas, Fawzi Barhoum a dit, dans une déclaration spéciale au centre palestinien d'information, que cet accord a détruit le projet national palestinien et qu'il représente une vraie catastrophe qui cause beaucoup de souffrance aux palestiniens.

Le Hamas a considéré que l'accord d'Oslo est le projet le plus dangereux imposé contre le peuple palestinien depuis 1948 et qu'il représente un malheur en renonçant aux droits et principes du peuple palestinien et en donnant une reconnaissance internationale à l'état de l'occupation.

Il a souligné que l'accord d'Oslo a donné à l'occupation le droit de confisquer les droits palestiniens, en soulignant que la continuation des négociations secrètes avec l'occupation montrent qu'il existe un autre projet plus dangereux que celui d'Oslo.

Barhoum a ajouté que le président qui a dirigé l'accord d'Oslo, croit à la normalisation et aux négociations, en précisant que ce sujet a besoin de fortes positions de la part de toutes les factions palestiniennes afin d'arrêter les négociations et la normalisation avec l'occupation.

CPI

15/09

Et pendant ce temps là...

12-09

Les forces occupantes et les services de la sécurité d'Abbas lancent de grandes opérations d'arrestations contre les résistants qui appartiennent au mouvement du Djihad islamique et que cela vient dans le cadre d'une coordination sécuritaire entre l'occupation et les services d'Abbas pour frapper la résistance en Cisjordanie.

CPI

13-09

Les services de la sécurité qui appartiennent au président de l'autorité palestinienne, Abbas, [et les forces de l'occupation](#) ont lancé une vaste campagne d'arrestations contre les dirigeants des Sarayas d'Al Qods, la branche militaire du mouvement du Djihad islamique en Palestine, dans le village de Tamoun et la ville de Naplouse au nord de la Cisjordanie.

Un responsable au mouvement du Djihad islamique a dit dans une déclaration de presse, qu'une force de la sécurité préventive a encerclé la maison d'un citoyen près du camp d'Al Eïn à Naplouse, en arrêtant trois résistants des Sarayas d'Al Qods dont un élément qui a échappé à une tentative sioniste d'assassinat, avant deux jours.

Il a ajouté que deux autres ont pu fuir alors qu'un autre a été arrêté par les forces occupantes qui ont tendu une embuscade dans la même région pour arrêter les moudjahiddins.

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

Abbas : Je ne demande pas le retour de 5 millions de réfugiés palestiniens

Le président Abbas a confirmé qu'il n'allait pas demander le retour des réfugiés palestiniens vers leurs villages et villes, et il a souligné qu'il effectue des négociations pour un petit nombre de réfugiés palestiniens.

Le président Abbas avait dit lors d'une interview : "Nous comprenons que l'Etat de l'occupation va apporter un refus si nous demandons le retour de 5 millions de réfugiés palestiniens. On doit alors signer un accord de paix et connaître le nombre de réfugiés acceptés par les Israéliens".

Il a ajouté : "Les Palestiniens qui ne peuvent pas retourner vers les territoires palestiniens occupés en 1948 vont retourner vers la bande de Gaza et la Cisjordanie. Mais s'ils décident de rester où ils se trouvent, ils seront dédommagés".

"Nous négocions avec les Israéliens sur le nombre de réfugiés qui vont retourner vers les territoires occupés en 1948", a poursuivi Abbas. Il a ajouté : "On me critique parce que je ne demande pas le retour de 5 millions de réfugiés palestiniens, mais d'un petit nombre de réfugiés".

13/09

CPI & <http://www.palestine-info.cc/fr/>

PS Lire dans 8 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

8-1 Lettre ouverte au Président Abbas

10-09 au 21-09: Peuple Palestinien : 8 tués - 24 blessés
Occupants : 0 tué - 0 blessé

La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Résistance

Hamas : la résistance a détruit la théorie de "la grande Israël"

Olmert avait affirmé la fin de la théorie "la grande Israël" qui est devenue une illusion et que le temps ne sert pas l'état de l'occupation. 13/09

Le Hamas a affirmé que ces déclarations, représentent une reconnaissance que les bases de l'occupation se sont détériorées et affirment l'échec total de l'entité sioniste.

Le porte-parole du Hamas, Dr. Sami Abou Zouhri, a dit que la résistance palestinienne a détruit la théorie de "la grande Israël" et a obligé les leaders de l'occupation de renoncer à ce rêve sioniste après qu'ils sont devenus incapables de défendre les colonies.

Il a précisé que les déclarations d'Olmert que 'le temps ne sert pas l'occupation', représentent une reconnaissance des dirigeants israéliens que l'occupation n'est pas un destin.

CPI

15/09

14-09

Des militants palestiniens ont tiré dimanche une roquette en direction de la ville israélienne de Sderot, sans faire de blessé, a-t-on appris de source policière.

En guise de représailles, l'Etat hébreu a annoncé son intention de fermer des points de passage essentiels avec le territoire lundi, selon un communiqué du ministère de la Défense

AP

La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Bande de Gaza - Au jour le jour

16-09

Six personnes ont été tuées et sept autres blessées dans des accrochages entre policiers du mouvement du Hamas et un clan familial à Gaza.

Les accrochages ont commencé lorsque les services de sécurité du Hamas ont voulu arrêter un membre du clan Doughmoch accusé d'avoir tué un policier.

Trois des tués étaient recherchés par les services de sécurité du Hamas pour leur implication dans la mort de policiers par le passé.

Au moins dix personnes ont été arrêtées lors de l'opération et des armes ont été saisies.

AFP / 16 septembre

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

13-09

Six Palestiniens ont été blessés par les tirs des forces de l'occupation qui ont attaqué une manifestation pacifique contre le mur d'apartheid dans le village de Bilin.

Les habitants du village et plusieurs solidaires internationaux ont participé à cette marche en portant des drapeaux palestiniens et des pancartes qui condamnent la politique de confiscation de terres palestiniennes pour construire le mur d'apartheid et des colonies sionistes.

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

13-09

Dans le village de Nalin, des centaines d'habitants ont fait la prière de vendredi, le 12/9, sur les terres menacées d'être confisquées pour la construction du mur d'apartheid.

Les forces occupantes ont ouvert le feu et ont lancé des bombes sonores et lacrymogènes sur les Palestiniens qui participaient à cette marche causant des dizaines d'asphyxies.

CPI

13-09

Les forces occupantes ont lancé une vaste opération militaire dans le village de Tamoun, en arrêtant l'un des résistants de Saray d'Al Qods.

On souligne que les forces occupantes et les services de la sécurité d'Abbas lancent de grandes opérations d'arrestations contre les résistants qui appartiennent au mouvement du Jihad islamique et que cela vient dans le cadre d'une coordination sécuritaire entre l'occupation et les services d'Abbas pour frapper la résistance en Cisjordanie.

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

16-09

Le Jihad Islamique a annoncé que les forces de l'armée occupante avaient attaqué un village au nord de Tulkarem, et encerclé les maisons de 4 membres du Jihad islamique avant de les arrêter.

16-09

Deux Palestiniens ont été blessés par les forces sionistes en Cisjordanie.

Toujours selon l'AFP qui citait les sources hospitalières et sécuritaires palestiniennes, les soldats israéliens ont tiré sur **deux adolescents** à l'entrée du camp Al-Jalزون. Après avoir également capturé 5 autres adolescents, les forces israéliennes ont fermé l'entrée dudit camp qui se trouve à proximité de la colonie de Beit El.

IRIB

17-09

Une unité israélienne a effectué des perquisitions dans la ville de Djénine, procédant à l'arrestation de cinq personnes, a-t-on appris par une source de sécurité

Wafa

17-09

Les Forces d'Occupation Israéliennes (FOI) ont blessé, mercredi, un enfant et ont arrêté sept personnes en Cisjordanie.

Une dizaine de jeeps militaires israéliennes ont pénétré, ce matin, dans le village de Beit Ummer dans la localité de la ville d'Hébron.

Des affrontements se sont produits entre les soldats israéliens et les villageois, selon des témoins. Uday Sa'ady, 11 ans, a été blessé par une balle en caoutchouc.

Les FOI se sont retirées du village après avoir arrêté deux jeunes hommes.

21-09

Des soldats israéliens ont tué un résistant en Cisjordanie occupée.

Le résistant âgé de 15 ans venait de lancer une bombe incendiaire en direction des soldats israéliens, près de la colonie de peuplement de Yitzhar, au sud de la ville palestinienne de Naplouse,

Il s'agit, selon les habitants du village d'Assira al Kabalia, d'un adolescent dont le frère a été tué par l'armée israélienne en 2002 alors qu'il venait d'ouvrir le feu près de Yitzhar, blessant deux soldats.

Reuters

21-09

Les Forces d'Occupation Israéliennes (FOI) ont tué une femme de 60 ans à Jérusalem.

Une unité israélienne a attaqué, à minuit, un immeuble dans la village d'Abu Deis, dans la localité de Jérusalem.

Un soldat a frappé à mort Mme Maryam Ayyad, qui habite dans cet immeuble depuis longtemps, selon une source de sécurité.

WAFSA

4-2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 5.578
Palestiniens blessés	: 52.912
Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 201 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.151 (369 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6.490 (473 militaires/policiers)

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

338 Palestiniens arrêtés au mois d'août 2008

Si la libération de 198 Palestiniens a été considérée comme un geste de « bonnes intentions » envers l'Autorité palestinienne, comment les israéliens qualifient t'ils l'arrestation de 338 Palestiniens, au cours de la même période, lors de 95 incursions en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ?

Occupation et terreur.

Dans la province d'al-Khalil, 93 Palestiniens ont été arrêtés, dans celle de Nablus, 78, dans celle de Bethlehém, 42, puis 39 arrestations dans la province de Jénine, 37 dans celle de Ramallah, 28 dans celle de Toulkarm, 8 dans celle de Toubas, puis 7 à Gaza, 4 à Beit Lahya.

1 Politique Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

Abbas

15-09

Le président Abbas a affirmé que 'nous voulons préparer une nouvelle génération capable de poursuivre la lutte nationale jusqu'à l'établissement d'un Etat palestinien indépendant.'

Lors d'un diner de Ramadan avec des orphelins à Ramallah, le président a ajouté qu'une telle génération se devait d'être bien formée et attachée à ses droits nationaux afin que nous puissions lui transmettre la responsabilité de défendre la patrie.

'Je suis content d'être avec vous mes enfants. Nous, tous, devons nous occuper de vous,' a-t-il dit lorsqu'il donnait des cadeaux aux enfants.

Wafa

19-09

Le président Mahmoud Abbas a félicité, jeudi, la ministre israélienne des affaires étrangères Tzipi Livni de sa victoire à l'élection primaire du parti Kadima.

Il s'est entretenu ce soir au téléphone avec Livni afin de lui présenter ses félicitations pour avoir remporté l'élection primaire du parti.

Wafa

19-09

Après sa victoire, Livni a révélé qu'elle formerait un nouveau gouvernement, ' je travaillerai à la formation d'une coalition.'

M. Abbas a considéré les élections de Kadima comme une affaire intérieure;et a déclaré : 'nous sommes prêts à travailler avec tout gouvernement israélien n'importe qui sera à la tête de ce gouvernement,'

Wafa

Haniyeh

Tous les leaders israéliens sont ennemis du peuple palestinien :

Evoquant la victoire de Tzipi Livni à l'élection du Kadima pour occuper le poste de premier ministre, le Premier ministre élu palestinien Ismaïl Haniyeh a souligné que cette victoire ne changerait rien pour le peuple palestinien car tous les leaders israéliens étaient leurs ennemis.

Haniyeh a ajouté que Tzipi Livni et d'autres responsables du régime de Tel-Aviv ne reconnaîtraient jamais les droits du peuple palestinien.

Haniyeh a précisé que les autorités israéliennes n'accepteraient jamais la création de l'Etat indépendant ayant pour la capitale la noble Qods.

IRIB

1-4 Les grandes manœuvres.

16-07

Le Hamas a démenti les paroles arrogantes publiées par les services de sécurité de Mahmoud Abbas, de la ville de Tulkarem, signalant l'existence de groupes appartenant au Hamas qui ne seraient pas introduits dans la ville. Le Hamas considère que ces allégations représentent une justification incorrecte aux citoyens qui expriment leur colère envers les pratiques de ces services.

Le mouvement a ajouté que les services de sécurité d'Abbas affirment poursuivre le même chemin que le gouvernement illégal de Fayyad.

Mercredi 16 Juillet 2008

http://www.alterinfo.net/Haniyeh-visite-la-chaine-d-Al-Aqsa-et-affirme-que-la-decision-americaine-est-une-vanite_a21850.html

Abbas ne peut pas obtenir la légitimité à travers la prolongation de son mandat ou ses changements à la loi.

Le président du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, a affirmé que le président Abbas ne posséderait plus la légitimité après le 9 janvier sauf à travers des élections libres sous l'ombre de l'entente nationale.

Mechaal a dit, que le président ne peut pas obtenir la légitimité à travers la prolongation de son mandat ou ses changements à la loi.

Il a déclaré dans son discours que le mouvement du Hamas n'accepterait aucun accord qui renonce aux droits du peuple palestinien et ses principes nationaux, en ajoutant que les dirigeants arabes, islamiques et palestiniens ne peuvent pas couvrir cet accord.

CPI

14/09

1-8 Violations colonialiste et action contre le Mur de la Honte

13-09

Six Palestiniens ont été blessés par les tirs des forces de l'occupation qui ont attaqué une manifestation pacifique contre le mur d'apartheid dans le village de Bilin.

Les habitants du village et plusieurs solidaires internationaux ont participé à cette marche en portant des drapeaux palestiniens et des pancartes qui condamnent la politique de confiscation de terres palestiniennes pour construire le mur d'apartheid et des colonies sionistes.

Les témoins ont ajouté que les soldats de l'armée de l'occupation ont attaqué ceux qui ont participé à cette marche pacifique au moment où ils allaient vers leurs terres confisquées au profit du mur d'apartheid. Les soldats ont lancé les bombes sonores et lacrymogènes, blessant 6 Palestiniens dont un journaliste.

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

13-09

Dans le village de Nalin, des centaines d'habitants ont fait la prière de vendredi, le 12/9, sur les terres menacées d'être confisquées pour la construction du mur d'apartheid.

Des témoins oculaires ont dit que des dizaines de colons sionistes se sont dirigés vers le lieu sous la protection de soldats de l'occupation, et qu'ils ont tenté d'interdire les habitants de faire la prière.

Les forces occupantes ont ouvert le feu et ont lancé des bombes sonores et lacrymogènes sur les Palestiniens qui participaient à cette marche causant des dizaines d'asphyxies.

CPI

1-9 Action & déclaration palestinienne contre la politique colonialiste en général

17-09

Le ministre palestinien des captifs et des libérés, au gouvernement d'entente nationale, Dr. Ahmed Choudah a appelé la cour pénale internationale à décréter un ordre pour arrêter le ministre de la sécurité de l'occupation,

Dikhter, et le directeur de l'administration des prisons, Benny Kinian, à cause de leurs crimes contre 11 mille captifs palestiniens et arabes.

"Les deux dirigeants sionistes sont responsables du meurtre de 125 détenus à cause des tortures, des négligences médicales dont 14 personnes ont été assassinés durant le mandat de Dikhter, au moment où des dizaines de captifs souffrent de paralysies, alors que d'autres détenus sont complètement déformés", a t'il souligné.

CPI 17/09/

1-13 Déclaration et situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

« Nous sommes un peuple qui n'abandonne pas nos prisonniers et détenus en prison ! »

Sa'ïd Atabeh, Abu 'Ali Yata et Hussam Khadr enfin libérés !

Le plus ancien prisonnier palestinien dans les geôles de l'occupation sioniste, Sa'ïd Atabeh (31 ans de détention), a été libéré au mois d'août, dans le cadre d'un « geste de bonnes intentions » de l'occupant envers l'Autorité palestinienne. Sur les 198 prisonniers libérés, Abu 'Alî Yata, élu député du Fateh dans la région d'al-Khalil lors des dernières élections législatives, est également un ancien combattant de la liberté.

Hussam Khadr, ancien député, président du comité de défense des droits des réfugiés dans le camp de Balata, a été libéré après 5 ans de détention.

Nous ne pouvons que nous réjouir par ces libérations et nous nous en félicitons bien que

1) seuls deux des anciens prisonniers ont été libérés alors qu'ils sont plus de deux cent à être détenus depuis plus de 20 ans !

2) aucun des prisonniers du Hamas, du Jihad islamique ou du Front populaire n'ont été libérés, ce qui signifie que les autorités sionistes ont elles-mêmes défini politiquement les prisonniers devant être libérés et qu'elles ont cherché, par ce choix, à approfondir la division actuelle entre Palestiniens.

3) selon le ministère des affaires aux prisonniers, la moitié des prisonniers libérés devaient l'être en 2009, aucun prisonnier gravement malade, ni des territoires occupés en 48 ou d'al-Quds n'en font partie.

Il reste à dire que même si l'Autorité palestinienne s'est réjouie de ce geste israélien, le mérite revient essentiellement à la lutte et la résistance du peuple palestinien, qu'elle ne cesse d'écraser et de dénigrer, il revient surtout aux combattants qui ont enlevé le soldat Shalit, donc aux Brigades d'al-Qassam et aux Comités populaires qui, sans leur fermeté dans la négociation dans l'échange des prisonniers, Israël n'aurait pas été obligé de remonter le moral de Mahmoud Abbas ; le mérite revient aussi au Hezbollah qui avait réussi, quelques semaines plus tôt, une des plus importantes opérations d'échange, dont le prestige a rayonné sur toutes les négociations en vue de libérer les prisonniers !

Quoiqu'il en soit, réjouissons-nous de la libération des prisonniers libérés et poursuivons la lutte pour la libération de tous les autres, et notamment des plus anciens, Na'il et Fakhri Barghouty, devenus les plus anciens détenus dans les geôles de l'occupation (30 ans).

1-14 Actualité dans les territoires palestiniens occupés depuis 1948

3500 enfants détenus depuis le début de l'intifada al-Aqsa

Sur les 3500 enfants arrêtés et détenus depuis le début de l'intifada al-Aqsa, 340 enfants sont toujours détenus dans des conditions misérables dans les prisons de l'occupant. 104 enfants sont détenus dans la prison de Telmond, dont 4 filles, 80 sont détenus dans la prison de Ofer, 38 dans la prison du Naqab, 54 à Meggiddo, et les autres sont réparties entre les centres d'interrogatoires et d'arrestations israéliens.

213 enfants sont condamnés et 107 attendent un jugement alors que 10 enfants sont des détenus administratifs, aucune charge ne pèse sur eux. 83 enfants sont de la ville de Nablus, 52 de Bethlehem et 50 de Ramallah. 82 enfants ont entre 15 et 13 ans.

Dans la prison de Hasharon (Telmond), dans la section des enfants, les geôliers ont introduit trois chiens qu'ils ont lancé contre les deux enfants, Musa Ahmad Musa et Wael Khatib, pour les obliger à porter l'immonde vêtement orange des prisonniers de Guantanamo. Les deux enfants ont même été enchaînés pour faire pression sur eux.

Na'il Barghouty : une vie de combat

Originaire du village de Kubar, dans la province de Ramallah, il a été arrêté le 4 avril 1978, à l'âge de 20 ans. Il a actuellement 51 ans. Il y a quatre mois, il a entamé sa 31ème année de prison. Sa sour Hanane raconte : Dix jours après l'arrestation de Na'il, mon frère Umar et mon père ont été arrêtés, et ont passé 120 jours en prison, pour interrogatoire. C'était mon père qui le visitait alors que ma mère a été privée de visite pendant une très longue période. Après le décès de mon père, nous avons réussi à lui obtenir un droit de visite. Elle a pu lui rendre une seule et dernière visite, en avril 2006, alors que son état de santé s'aggravait. Nous avons dû la mettre dans une ambulance, avec un lit mobile. Elle décéda six mois plus tard. Na'il n'a pu assister aux obsèques ni de son père ni de sa mère. Mais son moral est resté élevé. Hajja Farha, Um Umar, la mère de Na'il, était connue comme étant la poétesse de Kubar et une des plus grandes militantes, ayant mené des grèves et des marches de solidarité avec les prisonniers et détenus dans les prisons de l'occupation.

Libération de Noura Hashlamon

Noura Muhammad Jabir, de la ville d'al-Khalil, 37 ans, mariée à Sami Hashlamon, prisonnier administratif depuis 26 mois, et sour du combattant prisonnier Nour Jabir, qui a exécuté l'opération de Wadi Nasara, tuant 14 soldats israéliens, où sont tombés trois martyrs, et pour laquelle il a été condamné à 17 perpétuités. Noura Jabir Hashlamon a été détenue administrative. Elle a été arrêtée le 17/9/2006, et a mené deux grèves de la faim pour réclamer sa libération immédiate, la première fois en 2007 pendant 27 jours et la seconde fois en mars 2008, pendant 26 jours. C'est au cours de cette seconde grève de la faim que le tribunal militaire israélien propose de l'exiler vers la Jordanie si elle accepte d'être libérée. Noura refuse catégoriquement ce marchandage, déclarant au tribunal : « un jour, vous me libèrerez, vous me remettrez ma carte d'identité et me direz : sors ! Je suis de ce pays, vous êtes les occupants et vous avez pris ma terre et mon pays ».

La « sécurité préventive » du président Abbas arrête Fouad al-Khafsh, directeur du centre al-Ahrar pour la défense des prisonniers

Fouad al-Khafsh (33 ans) a été arrêté le 11/8/2008, pour la quatrième fois, depuis 2007, par l'appareil de la sécurité préventive de l'Autorité. Chercheur spécialiste dans la question des prisonniers détenus par l'occupation, il est directeur du centre Al-Ahrar et a mené récemment une campagne internationale pour la libération des députés enlevés par l'occupation.

Arrestation de Dr. Majida Fudda

Le centre al-Ahrar a protesté contre l'enlèvement de dr. Majida Fudda (42 ans), membre du conseil municipal de la ville de Nablus, à son domicile, après que son domicile ait été investi et son ordinateur personnel confisqué. Dr. Majida Fudda avait été arrêtée administrative pendant six mois en 2005. Elle est la septième membre du conseil municipal de Nablus à être arrêtée, au cours des deux dernières années. De son côté, la députée Muna Mansour a été libérée le 4 août dernier, après avoir été enlevée le 21 juillet à Nablus avec trente autres personnes. Après sa libération, elle a réclamé une campagne sérieuse pour exiger la libération de tous les prisonniers et prisonnières, et notamment des députés enlevés.

La prisonnière Amal Jumaa atteinte de cancer : exigeons sa libération immédiate

Amal Jumaa, du camp d'Askar, à l'est de Nablus, risque de décéder en prison, si aucun effort n'est fait pour sa libération immédiate. Arrêtée il y a plus de quatre ans (mai 2004) et condamnée à 11 ans de prison, Amal a été sauvagement torturée et enfermée dans des conditions insoutenables. Dès l'apparition de son mal, elle n'a pas été soignée, mais transférée d'une prison à l'autre et interdite de visite familiale, prétextant des raisons sécuritaires. Sa famille accuse l'occupation et l'administration carcérale d'être responsables de sa maladie. Son frère, Jamil, explique que Amal a été malade dès son arrestation, et depuis huit mois, le mal s'est envenimé, il accuse l'administration de la prison qui lui a fourni un médicament causant une hémorragie interne, d'avoir fait pratiquer des opérations chirurgicales clandestines, d'avoir falsifié son dossier médical de crainte qu'il ne tombe entre les mains d'une association humanitaire internationale.

Campagne pour la libération des 98 prisonnières palestiniennes

Le site ahrar-pal.info lance une campagne de sensibilisation, mobilisation et information, pour exiger la libération des prisonnières palestiniennes.

Arrestation de Hussam Khalil et Anis Saffouri de Shefa Amr

La Shabak, appareil sécuritaire sioniste, a arrêté au cours de la première semaine d'août les deux jeunes étudiants, Anis Saffouri et Hussam Khalil, tous les deux de la ville de Shefa Amr, en Palestine occupée en 48. Ces arrestations font partie de la tentative institutionnelle de briser la résistance des Palestiniens de 48.

Septembre 2008 –
cirepal2005@yahoo.fr

2 Politique Israélienne

17-09

Le ministre de la sécurité de l'occupation, Ely Dikhter, a appelé à **l'extermination de toutes les factions de la résistance palestinienne** dans la bande de Gaza.

"Le bombardement des forces de la résistance et leurs armements à Gaza est une nécessité pour l'état d'Israël", a déclaré Dikhter dans la ville occupée d'Ashkelon, suite à la fin de sa campagne électorale pour élire un nouveau chef du parti de Kadima.

"Il faut exterminer toutes les forces de résistance dans la bande de Gaza, dès que l'armée soit prête pour exécuter cette mission", a-t-il ajouté, en soulignant que l'entité sioniste n'accepte jamais l'existence d'une entité ennemi à Gaza.

CPI 17/09/

Olmert

13-09

Olmert a affirmé, lors d'une réunion hebdomadaire du gouvernement, la fin de la théorie "la grande Israël" qui est devenue une illusion et que le temps ne sert pas l'état de l'occupation.

CPI

19-09

Le Premier ministre israélien Ehud Olmert va annoncer sa démission dimanche lors du conseil des ministres après l'élection de Tzipi Livni, la ministre des Affaires étrangères, à la tête du parti au pouvoir Kadima, a indiqué samedi un porte-parole.

Une fois cette démission présentée, M. Peres devra entamer sept jours de consultations avec les différents partis avant de désigner Tzipi Livni pour qu'elle mobilise une majorité parlementaire et forme un gouvernement. Livni disposera de 42 jours pour constituer un gouvernement, faute de quoi des élections anticipées devraient avoir lieu dans les 90 jours.

La législature actuelle n'est censée s'achever qu'à la fin 2010.

En attendant que Tzipi Livni soit en mesure de présenter son gouvernement, M. Olmert restera à la tête d'un gouvernement de transition.

2-5 Gouvernement cherche coalition désespérément...

18-09

Tzipi Livni a été élue de justesse mercredi lors de primaires face à son principal rival Shaul Mofaz, le ministre des Transports.

Dès son élection, elle a réuni la direction du Kadima afin de tenter de resserrer les rangs de cette formation centriste tout en entamant ses consultations avec les différents partis.

Elle s'est prononcée pour le maintien de la coalition sous sa forme actuelle qui comprend outre le Kadima, le parti travailliste, les ultra-orthodoxes du Shass et le parti des retraités.

Le sort de la future coalition que Tzipi Livni entend former dépendra en grande partie de la position du Shass avec ses 12 députés sur 120. Le chef de cette formation Eli Yishai a posé des conditions à la participation de son parti à un gouvernement Livni, et notamment que celui-ci "écarte toute négociation sur l'avenir de Jérusalem".

Le statut futur de la partie orientale de la ville, annexée par Israël après sa conquête en juin 1967, constitue une des principales pierres d'achoppement dans les pourparlers avec les Palestiniens.

Il a aussi exigé une hausse des allocations familiales, ce qu'a exclu jusqu'à présent Tzipi Livni et le ministre des Finances Roni Bar On, qui l'a soutenue dans sa campagne.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4988

2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

15-09

Des colons juifs de Yitzhar ont mis le feu à plusieurs centaines d'oliviers du village d'Awarta dans les Territoires Palestiniens Occupés, causant des dégâts considérables aux villageois.

Hassan Awad, le chef du conseil du village, a affirmé que les Forces d'Occupation israélienne (FOI) n'ont pas empêché les colons de mettre le feu aux champs d'oliviers ; de plus, les colons ont brûlé des champs entiers où les villageois sont interdits d'accès par les Israéliens pour des «raisons de sécurité », ce qui les a empêchés d'aller éteindre les flammes.

D'après Awad, les dégâts causés par les incendies affectent économiquement des dizaines de familles, et 5 à 7 hectares de champs d'oliviers ont été détruits.

WAFA

17-09

Des dizaines de colons ont jeté des pierres sur les maisons et les voitures des villageois sous les yeux des soldats israéliens. Selon un témoin, les colons ont attaqué les champs du village et y ont mis le feu causant des dégâts importants.

Les environs de la ville de Naplouse ont été à plusieurs fois, la cible des engins explosifs lancés par des colons pour semer la panique parmi les Palestiniens.

Dimanche dernier, le Premier ministre israélien Ehuod Olmert a comparé un pogrom les attaques effectuées par des colons dans le village d'Assira Al Kibliya, ajoutant qu'il ne tolérerait pas ce genre d'agressions.

WAFA

18-09

Des dizaines de colons juifs ont commis des actes de violence contre des palestiniens, près de la colonie de 'Yetshar' à Naplouse en Cisjordanie.

Les témoins ont rapporté que les colons, qui portaient des 'Kippas', ont essayé de bloquer la rue et d'interdire des véhicules palestiniennes de passer.

Plusieurs autres villages dans le département de Naplouse témoignent des telles attaques quotidiennes, commises par les colons juifs, **qui ont blessé, cette semaine, environs dix palestiniens, dont huit** dans le village de Assira el-Kiblieh, près de colonie 'Yetshar'

Wafa

20-09

Des colons juifs armés de Yitzhar s'en sont pris à des Palestiniens et ont endommagé des habitations dans un village des environs, à la suite de l'agression d'un garçon de neuf ans dans une colonie sauvage. L'enfant avait été blessé par un Palestinien.

Reuters

3 Politique Internationale des territoires occupés

Les institutions et leurs satellites

Banque Mondiale:

Les barrages militaires israéliens sont un obstacle au développement de l'économie palestinienne

La Banque Mondiale a, fortement, critiqué, mercredi, les restrictions imposées, par Israël, à la liberté de mouvements des personnes et des biens en Cisjordanie.

Dans un rapport, la Banque Mondiale a considéré les barrages militaires israéliens qui séparent entre les villes et les villages de la Cisjordanie comme un obstacle au développement de l'économie palestinienne qui est déjà trop faible.

Selon le rapport, les taux de chômage et de pauvreté se sont élevés remarquablement dans les territoires palestiniens occupés. Les Palestiniens sont plus que jamais dépendants de l'aide internationale.

Le rapport, dont on parle, va être présenté en marge de la 63e session de l'Assemblée générale des Nations unies. Les donateurs se sont engagés à contribuer à un fonds de 7,7 milliards de dollars pour raviver l'économie palestinienne.

Israël ignore toujours les appels lancés par l'Autorité Nationale Palestinienne et l'ensemble de la communauté internationale en ce qui concerne la suppression des obstacles qui empêchent tout développement de l'économie dans les territoires palestiniens occupés.

Wafa - 17/9

3- Organisations Mondiales & régionales

6 Ue

17-09

La présidence du Conseil de l'Union Européenne (UE) condamne fermement les violences perpétrées par les colons israéliens de Cisjordanie à l'encontre de la population palestinienne, notamment les incendies, actes de vandalisme et agressions survenus samedi dernier à proximité de Naplouse.

Selon un communiqué publié mardi, par le Conseil 'Ces violences indiscriminées ne sauraient être tolérées. La présidence du Conseil de l'UE appelle le gouvernement israélien, qui a lui-même condamné ces actes, à ne ménager aucun effort pour que soient protégées les populations civiles palestiniennes, conformément à ses obligations au titre du droit international.'

'La présidence du Conseil de l'UE réitère par ailleurs sa condamnation de toutes les violences' conclut le communiqué.

Wafa

5 Médias/Vidéos

5-1 Médias : La France est probablement plus fidèle à Israël qu'à ses propres intérêts.

Pour l'Uléma Sayyed Mohammed Hussein Fadlallah, depuis l'arrivée au pouvoir du Président Nicolas Sarkozy, le gouvernement français semble probablement « plus fidèle à Israël qu'à ses propres causes et intérêts »... Fadlallah a également critiqué « le fait de poursuivre et de traquer les **journalistes français qui critiquent Israël** d'une façon ou d'une autre ».

« Il est remarquable que **la France sarkozyste** invente de nouveaux procédés dans sa **répression de la presse**, en punissant ces plumes libres pour des raisons disciplinaires ou administratives qui ne sont en fait que des prétextes. Ce fut le cas dernièrement avec le rédacteur en chef de **RFI**, Richard Labeviere. Elle veut ainsi prouver à Israël qu'elle a surpassé ses prédécesseurs lorsqu'il s'agit de mettre à pied les symboles de la

presse libre dans le pays, d'une façon qui n'a sa pareille que dans les régimes dictatoriaux et répressifs », a-t-il ajouté.

« Dès le début, nous avons le pressentiment qu'un Chef d'Etat qui se dit fier d'être l'ami fidèle d'**Israël**, et qui y voit même le miracle du XXème siècle, aura inévitablement une conduite s'inscrivant dans le cadre de l'appui politique à cette entité, qui représente véritablement un miracle démoniaque, criminel et terroriste, à en juger par ses **crimes et exactions à l'encontre des Palestiniens, des Libanais**, des Egyptiens et d'autres encore. Mais nous pensions que **la France** saura sauvegarder un minimum de décence et de tact dans son approche des questions liées, avant toute chose, aux principes de sa révolution, en tête desquels la **liberté d'expression**. [Nous pensions que] la France ne prendra pas de risques à ce point-là en oeuvrant à réprimer sa propre personnalité nationale au profit d'une entité qui incarne l'apogée de l'injustice car elle viole les droits de l'Homme, pousse tout un peuple à l'exode, et tue, de sang froid, des milliers et des milliers de ses femmes, enfants et personnes âgées », a-t-il lancé par la suite.

Et d'ajouter : « Nous remarquons que **la France, à travers son gouvernement actuel, commence à mettre en péril sa réputation médiatique et politique**, ainsi que l'histoire de plusieurs de ses symboles en matière de respect des droits de l'Homme et (de défense) de la liberté, de l'égalité et de la justice, **au profit de la réputation d'Israël**. Elle ne poursuit plus uniquement les gens accusés d'antisémitisme : elle est passée aux premières loges en faisant appel à des procédés politiques qui assiègent directement la liberté d'expression, pour confirmer sa **loyauté aveugle envers Israël**. Et elle fait fi de tout mouvement arabe ou islamique qui s'y oppose, probablement parce qu'elle voit le monde arabo-musulman sous un angle très restreint, ou parce qu'elle considère qu'il est en proie au déséquilibre et à l'asthénie. Les causes qu'il défend n'ont donc pas leur place dans la mémoire politique française, et aucun respect n'est dû aux quelque 7 millions d'Arabes et de Musulmans qui portent la nationalité française »... (VN)

Source : AN NAHAR (Liban)

2 septembre

<http://indigenes-republique.org/spip.php?article1578>

5-2 La décision Us de qualifier Al-Aqsa de terroriste est une aberration.

Le premier ministre du gouvernement d'unité nationale Ismaïl Haniyeh a affirmé son refus du projet de décision du congrès américain qui considère que plusieurs chaînes arabes dont Al-Aqsa comme étant des organisations terroristes.

Il a considéré que cette décision exprime la vanité de la direction américaine et ses tentatives de renforcer le blocus contre le peuple palestinien.

Lors de sa visite de solidarité au siège de la chaîne d'Al-Aqsa dans la ville de Gaza, Haniyeh a dit que cette décision américaine n'est pas importante, mais qu'elle représente une confirmation de l'échec du blocus, parce qu'elle essaye d'encercler la parole après avoir échoué son blocus contre la position.

Il a affirmé son refus de cette décision injuste conte la chaîne d'Al-Aqsa et d'autres chaînes arabes respectées, et il a salué le rôle de la chaîne dans son soutien donné au peuple palestinien et pour sa défense de ses droits légaux.

Haniyeh a précisé, au sujet de la décision américaine : "J'ai vu et entendu que cette décision ne peut pas casser la volonté des fonctionnaires de cette chaîne".

Mercredi 16 Juillet 2008

http://www.alterinfo.net/Haniyeh-visite-la-chaine-d-Al-Aqsa-et-affirme-que-la-decision-americaine-est-une-vanite_a21850.html

6 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

6-1 Des discussions israélo-Usa pour soutenir les services de la sécurité d'Abbas...

Des sources de la presse hébreu ont dévoilé, hier mardi 16/9, que les américains et les israéliens ainsi que l'autorité palestinienne dirigé par le président, Mahmoud Abbas, discutent pour élargir "le plan de Jénine" qui donne de grandes attributions aux forces de la sécurité d'Abbas dans d'autres régions de la Cisjordanie.

Le côté israélien et les Etats-Unis ont refusé la proposition du premier ministre au gouvernement illégal à Ramallah, Salam Fayyad, pour effectuer ce plan dans la région d'Al Khalil, mais ils étudient la possibilité de l'élargir à Toulkarem, selon ces sources.

De grands responsables politiques et militaires à l'état de l'occupation dont le ministre sioniste de la guerre, Ehud Barak, ont salué dernièrement les forces de la sécurité d'Abbas à Jénine, alors que le directeur du

Shabak, Yuval Duskin, a présenté ses remerciements aux efforts sécuritaires de l'autorité palestinienne à Jénine.

Les rapports soulignent que l'autorité palestinienne veut effectuer le plan de Jénine dans la ville d'Al Khalil qui représente l'un des importants centres économiques en Cisjordanie, mais les côtés américains et israéliens craignent de l'échec de l'autorité dans la région d'Al Khalil à cause des affrontements probables entre les forces de la sécurité palestinienne et les colons sionistes dans cette région

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

6-2 Abbas : Le processus de paix doit rester une priorité.

Financées par un milliardaire américain proche du camp israélien de la paix, des discussions se sont déroulées en Europe, en Turquie ainsi qu'à Jérusalem-Est.

Ami personnel du premier ministre Ehoud Olmert et ancien dirigeant de plusieurs radiotélévisions publiques israéliennes, Yitzhak Livni a confirmé qu'il a, « à titre personnel », participé à une série de réunions avec des responsables du Hamas.

Parmi ceux-ci, Nasser Hadin a-Shaer (l'ex-adjoint du Premier Ministre de Gaza, Ismaïl Haniyeh) ainsi que l'ex-ministre palestinien de la Justice, Ali al-Sartawi, deux cadres de l'organisation résidant en Cisjordanie.

Quant à Ahmad Youssouf, un haut responsable islamiste qui fut longtemps le principal conseiller politique d'Ismaïl Haniyeh, il avait accepté de participer à l'une de ces réunions, mais il a finalement changé d'avis sans motiver sa décision.

« Pas au courant »

Yitzhak Livni, le professeur Shy Feldman (un enseignant de l'Université de Tel-Aviv détaché à Boston) a participé aux discussions, accompagné de Yaïr Hirshfeld, un universitaire qui avait déjà participé au début des années 1990 aux contacts secrets avec l'OLP qui allaient déboucher sur les pourparlers d'Oslo (1993).

Selon Yitzhak Livni, les discussions visaient principalement à sonder le Hamas quant à une éventuelle reconnaissance du droit à l'existence de l'Etat hébreu assortie d'une renonciation au terrorisme. Elles n'ont donné aucun résultat concret, semble-t-il. « Nous avons compris que, pour le moment, l'organisation islamiste n'est pas prête à accepter plus qu'une houdna (trêve) à long terme », affirme Yitzhak Livni. Et d'ajouter : « Je n'exclus cependant pas que les discussions se soient poursuivies après mon retrait et avec d'autres intervenants. »

A en croire les participants israéliens au forum, Ehoud Olmert « n'était pas au courant » de son existence. Mais les commentateurs de la presse israélienne ont du mal à prendre cette déclaration au sérieux. Ils rappellent que les responsables de l'Etat hébreu avaient déjà feint l'ignorance lorsque Yaïr Hirshfeld entretenait des contacts secrets avec l'OLP et préparait le terrain au processus d'Oslo. « Les diplomates professionnels appellent ces contacts informels des back channels et il en existe beaucoup dans notre région, explique le spécialiste Raviv Drucker. Si les dirigeants israéliens ne savaient pas, les services de renseignements étaient eux parfaitement au courant. »

Selon des responsables palestiniens, Abbas va rencontrer Bush le 26 septembre à Washington afin d'examiner l'état des discussions relancées l'année dernière à Annapolis (Maryland) et que la Maison blanche espérait conclure d'ici la fin de l'année.

"Nous dirons au président Bush où nous en sommes dans nos négociations avec les Israéliens et détailleront les points d'accord et de désaccord", a expliqué Abbas.

"Nous ne cherchons pas un accord provisoire qui ne couvrirait pas certaines questions clés", telles que le statut de Jérusalem, celui des réfugiés, les contours d'un futur Etat palestinien, la sécurité ou les colonies, a-t-il rappelé.

"Soit nous trouvons un accord global soit rien de tout. Nous travaillons sur cette base. Pouvons-nous y parvenir d'ici la fin de l'année ? Cela demande d'importants efforts et nous poursuivrons notre effort, mais nous ne pouvons pas le dire avec certitude", a-t-il ajouté.

Les négociateurs palestiniens ont fait savoir que les discussions se poursuivraient d'ici la fin du mandat de George Bush, qui passera la main à son successeur le 20 janvier, et d'ici la désignation d'un nouveau Premier ministre israélien.

16 septembre

Serge Dumont ; Wafa Amr

<http://www.france-palestine.org/article9747.html>

6-3 Ahmed Choudah : le peuple palestinien refuse tout accord qui néglige le droit au retour.

Le ministre palestinien de la justice au gouvernement d'entente, Ahmed Choudah, a affirmé que le peuple palestinien refuse totalement tout accord qui ignore le droit au retour des réfugiés palestiniens à leurs terres et maisons confisqués par l'occupation.

"Le droit au retour est sacré et légitime dont personne ne pourrait y renoncer en présentant des concessions à l'entité sioniste", a-t-il souligné lors d'une conférence qui avait pour thème la protection légale des droits des réfugiés palestiniens, organisée par le Hamas, le samedi 9/13.

"La grande Bretagne et la communauté internationale sont responsables des souffrances des palestiniens

causées par l'occupation durant les 60 ans passées jusqu'à maintenant, et on doit appeler au dédommagement des palestiniens et les aider à rejoindre leur pays d'origine (la Palestine historique)", a-t-il ajouté.

"Toutes les institutions et les organisations juridiques et internationales doivent déployer leurs efforts nécessaires pour condamner les crimes de guerre perpétrés par l'occupation devant les tribunaux internationaux, et la communauté internationale doit briser immédiatement le blocus injuste et arbitraire imposé sévèrement contre un million et demi d'habitants dans la bande de Gaza", a-t-il protesté.

14/09 CPI

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7WDDXlSrNjzcVuK8wSb49OnGVCfQhHc6g6A2RWyJ2%2buduZa4EtVJV%2bbDF1HCa4s33QUT9fSO2HCo0jQeRBwx26ZKH4knegeDuGMto0K%2bDZOk%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7WDDXlSrNjzcVuK8wSb49OnGVCfQhHc6g6A2RWyJ2%2buduZa4EtVJV%2bbDF1HCa4s33QUT9fSO2HCo0jQeRBwx26ZKH4knegeDuGMto0K%2bDZOk%3d)

6-4 En Cisjordanie, une grave crise d'eau étouffe plus de 200 groupes résidentiels.

Les jours passent et la crise d'eau ne cesse de s'endurcir, dans beaucoup d'endroits de la Cisjordanie. En effet les occupants israéliens volent l'eau des Palestiniens pour le leur vendre à prix exorbitants.

Grande inquiétude

Plusieurs établissements de la Cisjordanie expriment leur inquiétude devant ce manque d'eau qui ne cesse de s'aggraver. Ils besognent pour trouver des solutions, même provisoires, afin d'alléger les souffrances de la population. Ils appellent cependant les autorités de l'occupation israélienne et la communauté internationale à intervenir pour trouver des solutions rapides à cette crise.

Le fermier palestinien Saber Abdallah, du village d'Aqraba, ne s'étonne pas de voir la population palestinienne souffrir d'une telle crise, alors que la Cisjordanie nage sur de plus grandes réserves d'eau souterraine. En fait, l'occupant israélien interdit aux Palestiniens d'en profiter, de creuser des puits. Tout est bon pour qu'ils se voient obligés d'en acheter à l'occupant même, à plusieurs fois son prix ordinaire, pour irriguer leurs terres.

Manque d'eau

L'institution espagnole EWASH explique que cette année, le manque d'eau de pluie a atteint les 45% du niveau habituel. Cela a laissé des effets négatifs sur environ 200 groupes résidentiels qui ne sont pas desservis par un réseau d'eau.

Beaucoup de groupes ne trouvent d'autre moyen que d'acheter l'eau fournie par des citernes. Les familles dépensent plus de 30% de leur budget pour avoir de l'eau, l'essentiel seulement.

400 mille Palestiniens sont privés de l'eau fournie par des réseaux publics. Ils ramassent l'eau de pluie, se fournissent de l'eau de sources, sinon, ils l'achètent par des camions.

Les autorités palestiniennes des eaux disent que plus de 50% de l'eau consommée en Cisjordanie sont achetées de l'occupant israélien. Cet occupant exploite 83% de l'eau souterraine de la Cisjordanie. L'accord d'Oslo, en fait, a laissé l'eau de la Cisjordanie sous sa main !

10 litres

L'établissement espagnol ajoute que les barrages militaires israéliens empêchent l'arrivée de l'eau à beaucoup de familles. 10% des familles de la Cisjordanie n'obtiennent que 10 litres d'eau par jour. Notons que l'organisation mondiale de la santé délimite le besoin ordinaire en eau pour une famille de 50 à 100 litres. Il y a aussi ces bergers qui souffrent énormément de ce manque d'eau.

L'établissement EWASH a exhorté la communauté internationale à fournir de l'eau à ces groupes qui en souffrent tant. Il appelle aussi à une solution juste pour ce problème d'eau devenu chronique dans les territoires palestiniens.

CPI

15/09

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7GUqI75v5Fi63LS5JnlEr3rRRznMtrfXiWwvDShPDUjEyn%2bGopVAVhXsphE6lxliXds7GcWUOSoxfwVkmWwSjr2NrLNSaGArRqRC53fgc%2f1%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7GUqI75v5Fi63LS5JnlEr3rRRznMtrfXiWwvDShPDUjEyn%2bGopVAVhXsphE6lxliXds7GcWUOSoxfwVkmWwSjr2NrLNSaGArRqRC53fgc%2f1%3d)

7 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

7-1 Point de vue de Jeff Halper : Palestiniens : le stockage d'un "peuple en trop".

Quel que soit l'angle de vue, qu'il soit historique, culturel, politique ou économique, les Palestiniens ont été définis comme "une humanité en trop", et il n'y a rien de plus à faire avec eux à part les stocker, ce que la communauté internationale semble permettre à Israël de faire.

La rapidité avec laquelle intervient un changement systématique au sein de cette entité indivisible connue sous le nom d'Israël/Palestine est telle qu'elle met au défi nos capacités à y faire face.

La campagne délibérée et systématique ayant eu pour objectif de jeter les Palestiniens hors du pays en 1948 a été rapidement oubliée, et le sort subi par plus de 700.000 Palestiniens est devenu une question invisible qui ne se pose même pas.

Au lieu de cela, un Israël plein de cran, européen et "socialiste" a surgi comme le chéri de tous y compris de la gauche radicale, éclipsant complètement la campagne de nettoyage ethnique qui a permis sa naissance.

De même, et jusqu'au déclenchement de la première Intifada à la fin de l'année 1987, l'occupation par Israël en 1967 de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de Gaza est restée une question virtuelle ne se posant même pas.

Le seul aspect du conflit qui est apparu sur les radars de la population a été celui de l'équation entre Palestiniens et terrorisme. Jusqu'au début des négociations d'Oslo en 1993, même la mention du mot "occupation", sans parler du mot "Palestiniens", vous aurait conduit à être traité d'antisémite, ces mots étant encore de nos jours rarement utilisés en Israël. Même lorsque le conflit sinon l'occupation en soi sont devenus une question internationale, Israël a régulé le domaine fondamental des relations publiques. L'argument le plus parlant utilisé à l'encontre de la lutte des Palestiniens repose sur la notion largement répandue selon laquelle Arafat a refusé "l'offre généreuse" de Ehoud Barak à Camp David. La réalité des faits sur cette question, qui a disparu en cours de route, est qu'il n'y a jamais eu "d'offre généreuse" et que même si Barak avait offert 95 % des Territoires occupés (à l'instar d'Olmert qui en a récemment "offert" 93 %), un Etat palestinien n'aurait représenté guère plus qu'un bantoustan sud-africain tronqué et non viable sur moins de 20 % de la Palestine historique. La seule chose qui en reste, c'est un Arafat à nouveau démonisé. Ensuite, l'emprisonnement par Sharon du président palestinien dans une sombre salle de son quartier général en ruines l'a politiquement éliminé — et je le crois aussi physiquement —, emprisonnement qui n'a donné lieu à aucune opposition ou même critique au sein de la communauté internationale.

De fait, les efforts déterminés de groupes appartenant à la société civile partout dans le monde (associations politiques et pour les droits humains, gens d'église et militants juifs radicaux, syndicats, intellectuels et même quelques politiques connus, et ce tant en Israël qu'à l'étranger) ont permis au cours de plus ou moins la dernière décennie à élever l'occupation au statut de question globale. Néanmoins, dès que le concept de l'occupation a commencé à prendre, il a été rapidement supplanté par la politique effrénée d'Israël en matière d'expansion des "faits acquis sur le terrain". Car une occupation est définie au titre du droit international comme "une situation militaire temporaire". La création de plus de 200 colonies et avant-postes dans les Territoires occupés, regroupés en sept grands "blocs" de colonies dans lesquels sont ancrés plus de 20 importants centres urbains qui sont inextricablement rattachés à Israël proprement dit grâce à un large réseau routier réservé au seul usage des Israéliens, et aussi depuis peu la Barrière de sécurité, tout cela a donné à l'occupation un caractère permanent.

Un système israélien, indivisible, et qui n'est plus ni temporaire ni fondé sur la sécurité, s'est étendu entre la Méditerranée et le Jourdain. Tous ceux qui ont voulu voir les choses en face ont décrypté la vérité : qu'ils soient ou pas en faveur d'une solution à deux états, l'occupation a accouché d'un système d'apartheid à titre permanent. C'est à ce jour une réalité de facto. Si le "processus d'Annapolis" se déroule pour Israël conformément à ses plans, cela deviendra un système d'apartheid *de jure*, intelligemment vendu comme la "solution à deux états" et avec l'approbation d'un dirigeant collaborationniste palestinien.

De toute façon, Annapolis n'a pas réellement d'importance. Israël sait que pas plus les Palestiniens que la société civile internationale n'acceptera l'apartheid. Son rôle n'a d'autre but que celui des divers "processus politiques" au cours des quatre dernières décennies : rejeter toute solution qui contraindrait Israël à faire des concessions importantes tout en lui donnant la couverture politique et le temps nécessaire pour créer des faits irréversibles sur le terrain. "L'occupation" israélienne s'est déplacée au-delà de l'apartheid, dont le terme même est devenu démodé alors qu'il avait commencé à gagner en acceptation au sein d'un large mouvement de protestation et de tollés. Ce qui s'est passé devant nous tous, ce que nous aurions dû voir mais pour lequel nous n'avons pas de référentiel, c'est un système de mise en stock, une situation statique vidée de tout contenu politique. "Ce qu'Israël a construit", dit Naomi Klein dans son nouveau livre au contenu puissant "The Shock Doctrine", c'est

"un système, ... un réseau d'enclos pour contenir des millions de gens qui ont été rangés dans la catégorie des surplus de l'humanité... Les Palestiniens ne forment pas l'unique peuple au monde qui a ainsi été catégorisé... La mise à l'écart de 25 à 60 % de la population porte l'empreinte de la croisade menée par l'École de Chicago [d'Économie]... En Afrique du Sud, en Russie et à la Nouvelle-Orléans, les riches ont construit des murs les entourant. Israël a conduit ce processus de rejet encore plus loin : il a bâti un mur autour des pauvres jugés dangereux" (p.442)

Les faits acquis sur le terrain enregistrés par Israël forment l'expression physique d'une politique qui a pour objectif de dépolitiser, et donc de normaliser le contrôle qu'il exerce. Le conflit israélo-palestinien n'est pas présenté comme un conflit ayant des "parties" en cause et une dynamique politique. Au lieu de cela, on le range dans la "guerre contre le terrorisme", une bataille ayant pour donnée l'élimination de toute référence à l'occupation — ou qui est présentée comme irrecevable — et qu'Israël nie imposer. Et comme le "terrorisme" et le "choc des civilisations" qui sous-tend cette donnée sont présentés comme allant de soi et comme donnée permanente, elle prend la forme d'une question qui ne se pose même pas, un statu- quo (terme officiel israélien pour définir sa politique à l'égard des Palestiniens) qui ne peut faire l'objet ni de solution ni de processus de négociation. Si les terroristes et autres personnages du même genre — les prisonniers, les

immigrants illégaux, les habitants des bidonvilles et les pauvres, les victimes aigries d'opérations anti-insurgés, les adeptes des religions du "mal", les idéologies ou les cultures, pour n'en citer que quelques uns — deviennent des accessoires permanents qu'il faut gérer plutôt que des personnes dont les griefs, les besoins et les droits nécessitent d'être pris en charge, c'est alors que les prisons, y compris les prisons/assignations à résidence aussi vastes que Gaza, les Territoires palestiniens occupés au grand complet et des populations et régions entières, deviennent pour eux l'avant-dernière solution.

Alors, la mise en stockage devient le meilleur terme, sinon le plus terrible, pour définir ce qu'Israël met en place pour les Palestiniens des Territoires occupés. C'est bien pire, sur de nombreux plans, que les bantoustans de l'ère de l'apartheid sud-africain. Les dix "réserves" non-viables créées par l'Afrique du Sud pour la majorité noire africaine sur seulement 11 % du pays étaient sans conteste une forme de mise en stockage. Ceux-ci avaient pour objectif de fournir à l'Afrique du Sud une main-d'œuvre peu chère tout en lui permettant de se débarrasser de sa population noire, et rendant alors possible une "démocratie" dominée par des Européens. C'est précisément ce qu'Israël veut faire — via un bantoustan palestinien clos sur environ 15 % de la Palestine historique — mais avec une sérieuse limite : les travailleurs palestiniens ne seront pas autorisés à entrer en Israël. Ayant découvert une main d'œuvre peu chère formée de quelque 300.000 travailleurs étrangers importés de Chine, des Philippines, de Thaïlande, de Roumanie et d'Afrique de l'Ouest et complétée par ses propres citoyens arabes, mizrahi, éthiopiens, russes et est-européens, Israël peut se permettre de garder les Palestiniens enfermés tout en les empêchant d'avoir une économie viable et qui leur soit propre grâce à un libre accès aux pays arabes voisins. Quel que soit l'angle de vue, qu'il soit historique, culturel, politique ou économique, les Palestiniens ont été définis comme "une humanité en trop", et il n'y a rien de plus à faire avec eux à part les stocker, ce que la communauté internationale semble permettre à Israël de faire.

Comme la mise en stockage est un phénomène global et qu'Israël devient précurseur quant à sa modélisation, ce qui arrive aux Palestiniens devrait préoccuper tout un chacun. Cela peut constituer un tout nouveau crime contre l'humanité, et dès lors devrait relever de la juridiction universelle des tribunaux mondiaux, au même titre que les autres horribles violations des droits humains. Dans ce sens, "l'occupation" israélienne a des implications qui vont bien plus loin qu'un conflit localisé entre deux peuples. Si Israël peut mettre en forme et exporter sa Matrice de contrôle en forme de mille-feuille, un système de répression permanente combiné à une administration kafkaïenne, à la loi et à une planification ayant des formes ouvertement coercitives de contrôle sur une population particulière qui est cernée par des ensembles communautaires infranchissables (les colonies en l'espèce), des murs et différents obstacles empêchant tout mouvement, alors, comme l'écrit crûment Naomi Klein, n'importe quel pays pourra ressembler à Israël/Palestine : "Une partie ressemble à Israël, l'autre ressemble à Gaza". En d'autres termes, une Palestine Globale.

Expliquer pourquoi Israël se sent peu concerné par la mise en place d'un véritable processus de paix et la résolution du conflit avec les Palestiniens est un dur et long chemin. Car en les stockant ainsi, Israël obtient le meilleur des deux mondes : une liberté totale pour étendre ses colonies, et exercer le contrôle sans jamais avoir à faire de compromis comme toute solution politique l'exigerait. Pareillement, cela explique pourquoi la communauté internationale laisse Israël "se débarrasser" d'eux. Au lieu de présenter à la communauté internationale des problèmes épineux à résoudre — violations des droits humains, droit international et résolutions successives des Nations unies, sans parler des implications de ce conflit sur la politique internationale et l'économie — Israël est au contraire vu comme fournissant un service à valeur ajoutée : celui de développer un système grâce auquel les "populations en trop" pourront partout être contrôlées, gérées, et maîtrisées.

Israël se met alors en synchronisation complète avec tant la logique économique que militaire du capitalisme global, et en est largement récompensé. Notre erreur, confortée par des termes tels que "conflit", "occupation" et "apartheid", est de voir le contrôle des Palestiniens par Israël comme une question politique qui doit être résolue. Au lieu de cela, la "résolution" interviendra lorsque les Palestiniens auront "disparu", à l'instar des peuples "disparus" en Amérique du Sud sous régime militaire. Dov Weisglass, l'architecte du "désengagement" de Gaza sous le gouvernement Sharon, n'a rien dit d'autre dans une interview révélatrice [1] :

"Le plan de désengagement, c'est le milieu de conservation de la séquence principale. C'est la bouteille de formol dans laquelle vous mettez la formule du président [2] afin de pouvoir la conserver pendant très très longtemps. Le désengagement, en réalité, c'est ça : c'est du formol. Il fournit la quantité de formol nécessaire pour s'assurer qu'il n'y ait pas de processus politique d'engagement avec les Palestiniens." *Haaretz* : *Ce que vous dites-là signifie-t-il que vous avez changé de stratégie, passant d'une stratégie d'accord intérimaire à long terme à une stratégie de situation intérimaire à long terme ?*

"L'expression américaine, pour cela, c'est : « trouver une bonne place pour garer sa voiture ». Le plan de désengagement permet à Israël de bien se garer, dans une situation intérimaire qui nous éloigne autant que faire se peut de toute pression politique. Il légitime notre affirmation qu'il n'y a aucune possibilité de négocier avec les Palestiniens. Il s'agit bien là, en la matière, de la décision d'en faire le moins possible, afin de maintenir notre position politique en l'état. La décision est auto-réalisatrice. Elle permet aux Américains d'aller voir une communauté internationale furibarde et prête à exploser, et de lui dire : « C'est ce que vous voulez ». Il replace l'initiative entre nos mains. Il impose au monde de s'accommoder de notre idée, du scénario que nous avons écrit nous-mêmes..." .

La mise en stockage constitue le concept politique le plus absolu, parce qu'il représente une dépolitisation de la répression, la transformation d'une question politique de base en question qui ne se pose même pas, une situation regrettable mais inévitable qui doit être bien mieux traitée grâce à des secours, de la charité et des

programmes humanitaires. C'est une impasse, un "accommodement", pour lequel il n'y a pas de remède. Ceci, bien sûr, n'est pas le cas, et nous ne pouvons laisser les choses être présentées ainsi. La mise en stockage constitue une politique dérivée des intérêts particuliers des super-puissances. L'usage que nous faisons du terme "stockage" doit alors être effectué pour "nommer la chose" en vue de nous en donner à tous une idée, et à tout le mieux pour la combattre et la mettre en échec. A nouveau, Israël fournit un exemple instructif (et poignant).

Malgré le pouvoir illimité et incontrôlé que détient Israël sur tous les éléments de la vie des Palestiniens, incluant l'aide active des USA, de l'Europe et de la majorité de la communauté internationale y compris quelques-uns des pays arabes et musulmans, Israël a échoué à imposer tant l'apartheid que la mise en stockage. La résistance palestinienne continue, soutenue par les peuples arabes et musulmans, par des franges significatives de la société civile internationale et par le camp des pacifistes radicaux israéliens. L'effet déstabilisant du conflit sur le système international prend de l'ampleur, de telle façon que cela finisse par forcer la communauté internationale à intervenir en fin de compte. Pas plus les Israéliens que les Américains (avec la complicité de l'Europe) ne peuvent, malgré leur pouvoir illimité, forcer les Palestiniens au sort auquel ils les destinent.

Dès lors, le terme "stockage", même s'il s'applique à un phénomène réel, doit aussi être compris comme un avertissement. Nous devons continuer nos efforts pour mettre fin à l'occupation israélienne, et ce même si cela doit conduire en fin de compte à la création d'un authentique Palestine/Israël ou d'une confédération régionale plus large, plutôt qu'à une solution d'apartheid-à-deux-états ou au stockage. Voir la Palestine comme le microcosme d'une réalité globale plus vaste de mise en stockage nous permet à tous de bien mieux identifier ces éléments apparaissant ailleurs, et à prendre la mesure de ce qu'Israël développe, le tout pour mieux s'y opposer. Quand même, si notre langage et l'analyse qui en découle doit non seulement être honnête et implacable, il faut avancer au même rythme que les intentions politiques et les "faits acquis sur le terrain" qui avancent à grands pas.

Jeff Halper

15 septembre

[1] "La grande congélation", Ha'aretz Magazine, 8 oct. 2004 — traduction effectuée à l'époque par Marcel Charbonnier. NdT

[2] Bush — selon laquelle Israël peut garder les blocs de colonies, y compris le Grand Jérusalem
11 septembre

(Jeff Halper dirige le Comité israélien contre les démolitions de maisons (ICAHD).

<http://www.icahd.org/eng/articles.asp?menu=6&submenu=2&article=507>

<http://www.france-palestine.org/article9745.html>

8 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

8-1 Lettre ouverte au Président Abbas.

Abdel Fattah Abusour

Où est-ce que vous nous amener M. le Président ? A quel désert vous nous guidez ? A quelle catastrophe ? Comment osez-vous décider combien de réfugiés puissent ou ne puissent pas retourner chez eux ? Qui vous a donné la permission de parler en mon nom, et au nom de mes enfants ? Qui vous a demandé de déclarer les soldes sur nos droits ? Quel est le prix de telles soldes sur les droits de gens et leurs sacrifices pendant 60 ans ?

Cher M. le Président de l'Autorité Palestinienne

Je m'appelle Abdelfattah Abdelkarim Hasan Ibrahim Mohamad Ahmad Mostafa Ibrahim Srou Abusour. Je suis né au camp de réfugié d'Aida, sur un terrain loué pour 99 ans par l'UNRWA des propriétaires Palestiniens de la ville de Bethléem. Mes deux frères aînés, mon père ainsi que son père et tous ceux qui sont nés avant eux, sont nés dans le village de Beit Nateef, un des villages détruits le 21 Octobre 1948 par les bandits sionistes. Ma mère est née dans le village de Zakareyya, aussi détruit en 1948. Ce sont deux villages parmi les 534 villages détruits par les bandits Sionistes.

J'ai grandi dans le camp de réfugié d'Aida. Lorsque j'avais 4 ans, je me souviens que la plupart des habitants de camp se cachaient dans le cave derrière notre maison. Je me souviens des vieux parlant de la guerre. Je me rappelle que le ciel était incrusté d'avions, et que nous les enfants, nous étions couverts par des couvertures noires, dans les soins de nos mères.

Je me souviens le premier couvre-feu après l'occupation Israélienne dans le camp Aida en 1968. Je me souviens de premier soldat israélien, qui était un vieux Juif Irakien d'environ 60 ans, qui était positionné juste devant la porte de notre maison. Je me souviens de jour où mon deuxième frère était invité pour un entrevu chez l'administration de l'occupation militaire en 1972. Il n'est jamais revenu à la maison. Je me souviens de son exil après six mois en prison, sans confession et sans jugement.

Je me rappelle les premiers points collectifs de distribution d'eau dans le camp. Il y avait quatre points avec quatre robinets chacun pour toute la population de camp. Je me souviens aussi de premiers WC collectifs. Il y

avait aussi quatre points, chaque point est composé d'un WC male et un femelle. Je me souviens de terrains autour de camp, où nous avions l'habitude de jouer, de présenter nos petits spectacles de théâtre dans la nature. Je me souviens des grands trous dans la terre ; lorsqu'ils se replissaient d'eau, ils devenaient nos piscines.

Je me souviens de la première colonie Israélienne autour de camp, la colonie Gilo... Les grues y travaillent toujours depuis les débuts des années 70. Je me souviens des religieux Juifs venant à la Mosquée de Bilal Ibn Rabah, qui était transformé en Synagogue après l'occupation de 1967, et rebaptisé le Tombeau de Rachel pour faire leurs prières. Nous nous étions plus permis de laver nos morts et faire une dernière prière sur eux avant de les enterrer, dans la cimetière juste à côté.

Je me souviens de premiers points de contrôle militaire israéliens entre Bethléem et Alquds-Jérusalem. Je me souviens des premiers permis exigés par les Israéliens, et toutes les routes alternatives et les chemins pour contourner les points militaires pour ceux qui n'avaient pas de permis.

Je me souviens de l'évolution de mur de séparation de l'état où il n'était qu'un amas de terre et d'énormes trous dans les routes et les rues, et puis en barbelé, et ensuite en block de ciment de 2 mètres, et 4 mètres et 8 à 12 mètres d'hauteur. Je me souviens de tous les temps où j'ai été capturé par les soldats Israéliens sur le chemin vers ma famille à Jérusalem- mon épouse est de Jérusalem Est. Je me souviens de 6 ans sans permis om j'ai pris tous les chemins connus ou inconnus de Bethléem à Alquds, que ce soit par l'Est ou par l'Ouest, par les routes principales, ou par les vallées ou les collines.

Je me souviens de cet espace qui s'est rétréci dans le camp, et que cette population croissante d'environ 5000 habitants originaires de 41 villages détruits par les bandits sionistes, où 66 pour cent on moins de 18 ans, où la rue est le seul espace de jeu. Des murs ont été construits encerclant le camp de l'Est, du Nord et de l'Ouest.

Je me souviens de cet accord de Jéricho, où le check point à la sortie de Jéricho ne devrait être que symbolique, et où on passe des heures pour sortir de Jéricho parce que c'est la volonté de n'importe quel petit soldat d'une armée d'occupation Et nous négocions maintenant un passage vers la vieille ville de Jérusalem, sous contrôle de cette même armée d'occupation Israélienne.

Je me souviens qui nous étions nourri l'amour de ce pays occupé, parce qu'il est le nôtre. Je me souviens des clés rouillées des nos maisons dans notre village de Beit Nateef, des clés pour des portes qui n'existent plus, des clés qui ont leurs portes dans nos cœurs et dans notre imagination.... Des clés pour des portes qui étaient réelles et qui ont existées, pour des maisons réelles et qui avaient existées, où des vrais gens ont vécu et ont élevé leurs enfants. Ces clés rouillées sont encore avec moi. Je me souviens qui nous étions élevés avec cette croyance éternelle que le droit est le droit, et que rien ne justifie de l'ignorer. Je me souviens que notre droit au retour dans nos maisons et nos villages d'origine est un droit éternel, et rien ne puis le changer, ni ce qu'on appelle « les réalités sur le terrain », ni les accords politiques, parce que ce n'est pas seulement un droit collectif mais un droit individuel.... C'est de mon droit M. le Président, et le droit de mes enfants et mes grands enfants et tous ceux qui suivrons peu importe où ils seront nés.

Cher M. le Président

Je me rappelle le décès de ma mère, le 9 Septembre 2003. Elle avait 75 ans. Je me rappelle la mort de mon père le 26 Décembre 2006. Il avait 96 ans. Ma mère et mon père espéraient être enterrés dans leur village de Beit Nateef, là où ils se sont mariés, là où ils ont élevé quelques uns des leurs enfants, là où ils ont irrigué leur terre de sueur, de sangs et de larmes, là où ils ont rempli la terre de joie, de bonheur, de rires et de chuchotements.

Mes parents sont enterrés dans la cimetière du camp Aida. Le tombeau de ma mère est juste sous le tour de sniper militaire, entourés de barbelés. Le tombeau de ma mère ne m'est pas accessible. Je ne peux même pas la rendre visite un jour de fête ou un autre jour pour lui réciter une surate de Coran.

Cher M. le Président

J'ai été rempli d'espoir qu'après 60 ans d'occupation, qu'après 60 ans de résistance armée et non-armée, que nous pourrions réaliser quelque chose autre que les promesses futiles. J'ai été plein d'espoir que nous ne rendrons jamais nos droits, que nos droits sont reconnus par le monde entier, même si le monde entier reste complice avec l'injustice. J'ai été rempli d'espoir que rien ne justifie que nous renonçons à nos droits, malgré toutes « les réalités sur le terrain » comme ils le disent. Autrement, quel héritage nous laissons à nos enfants et les générations à venir. Faut-il leur dire : Allez et laissez-vous emporter par le vent... Ne résistez jamais l'oppression, et ne levez vous pas devant l'injustice. L'importance de rester vivant, même si cette vie n'est qu'une vie d'humiliation et non reconnaissance d'appartenance à la race humaine.

Où est-ce que vous nous amener M. le Président ? A quel désert vous nous guidez ? A quelle catastrophe ? Comment osez-vous décider combien de réfugiés puissent ou ne puissent pas retourner chez eux ? Qui vous a donné la permission de parler en mon nom, et au nom de mes enfants ? Qui vous a demandé de déclarer les soldes sur nos droits ? Quel est le prix de telles soldes sur les droits de gens et leurs sacrifices pendant 60 ans ?

Là où les résolutions des Nations-Unies parlent de DROIT AU RETOUR ET DROIT à la Compensation pour toutes les souffrances dans l'exile et dans les camps de refuge, pour toutes ces exploitations de nos terres et nos propriétés, pour toutes ces années d'humiliation et de torture qui s'empirent chaque jour, vous osez dire que pas tout le monde veut retourner dans leur village d'origine ? Même si c'était le cas, cela ne leur enlève aucunement leurs droits dans leurs maisons et leurs terres d'origines, qu'ils veulent retourner ou pas. S'ils veulent vendre aux autres, c'est leur choix, mais il n'est aucunement le droit de quiconque d'autre de décider

qui veut et qui ne veut pas retourner. Ce n'est pas votre droit, et le droit de quiconque d'autre de dire « ceux qui ne veulent pas retourner, il faudrait les compenser ». Chaque réfugié et fils de réfugiés et grand fils ou fille de réfugié a droit à la compensation pour ces 60 ans de Nakba, ceux qui ont quitté ou qui ont été forcé de quitter... ceux qui étaient propriétaires des terres, qui avaient leur champs d'orangeries et des arbres fruitiers. Oui, les oranges de Jaffa existaient avant Israël, et conduirons à exister après Israël, si Israël ne fini pas par les détruire aussi comme les oliviers millénaires qu'il a détruit.

Vous n'avez pas été élu M. le Président pour renoncer à nos droits ... ou pour abandonner nos espoirs et nos rêves et les droits de notre peuple qui est encore dans les camps de refuge, vivant sur des terrains loués, des réfugiés dans notre propre pays ou ailleurs, et qui attendent toujours ce retour dans les maisons d'origine pour 60 déjà.

Jour après jour, semaine après semaine, mois après mois et année après année nous vivons dans le mensonge, et des promesses brisées d'un changement.... Mais le changement arrive mais pour le pire et non pas pour le mieux. Rien ne s'améliore avec toutes ces négociations M. le Président ? Faut-il que nous nous déshabillons et montrer notre nudité pour qu'Israël et ses leaders et ses forces d'occupation soient satisfaits que n'avons plus rien à cacher ?

Hier, des Israéliens ont distribué des papiers à Jérusalem Est utilisant le Coran Sacré et leur Torah disant qu'ils ne font qu'accomplir la promesse de Dieu pour peupler Israël et chasser tous ceux qui ne sont pas Juifs. Et il faudrait que nous comprenions ce qu'ils demandent et leurs aider, en quittant notre pays parce qu'il y a tellement d'autres pays arabes pour nous accueillir ? Après cela nous pouvons vivre en paix, et nos enfants peuvent être heureux avec leurs enfants, et tout sera merveilleux. Est-ce la prochaine étape M. le Président ? Est-ce parce que les colonies sur le terrain s'étendent tellement, et que nous ne pouvons pas forcer notre présence en Israël, alors il faut que nous soyons gentils pour que le monde entier nous soit sympathique, et faire ce qu'Israël veut que nous fassions ? Et ensuite, nous allons parlé des compromis terribles et des solutions difficiles, et donc c'est à nous d'être les plus gentils et offrir le plus de compromis, et pardonner, et oublier, et abandonner nos droits, et quitter le pays ou mourir, et comme cela tout sera résolu ?

M. le Président,

Je ne suis pas prêt pour quitter mon pays. Je ne le quitterai jamais de plein gré, même si c'était le seul moyen pour gagner ma vie. Je ne renoncerais jamais à mon droit de retour dans mon village d'origine, même si j'ai un forteresse au Royaume Unit, et un château en France, et un chalet à la mer rouge, et une propriété au Bahamas. Mon droit est le mien, et donc ni vous ni aucune autre personne n'a le droit d'effacer mon droit, de l'échanger ou de jouer avec.

Nous avons l'habitude d'entendre parler des lignes rouges qu'aucun négociateur ne franchira. Que reste-t-il de ces lignes rouges M. le Président ? Nous entendions parler de la ligne verte... qui est devenue la ligne grise du mur de séparation. Les lignes rouges sont devenues des lignes roses et sont tellement diluées dans le blanc qu'elles sont devenues invisibles. Est-ce ce qui nous reste de notre résistance historique, et de tout le sang des martyrs et des années d'emprisonnement ?

J'espère sincèrement que vous quittez de votre tour d'ignorance des besoins de votre peuple et que vous descendez un peu sur le terrain et regardez les yeux de ceux qui ont encore la passion pour ce pays malgré ces désastres dans lesquelles nous sommes plongées au milieu de ces négociations futiles et non productives, pendant que le sang Palestinien est versé tous les jours par ceux avec qui vous négociez. N'avons-nous plus de honte pour arrêter ce cirque de continuer ?

J'aurais beaucoup aimé M. le Président qu'une telle énergie de négocier avec les israéliens soit investie pour unir les Palestiniens qui sont encore en dispute, et à cause d'un tel entêtement de nos leaders politiques, ce n'est point vous les leaders qui souffrez, mais votre peuple. Sommes-nous tellement sans valeur que nous ne méritons point votre temps et votre énergie pour arrêter cette mascarade et unir votre peuple au lieu de chercher toujours ce qui divise ces âmes torturés ? Ne suffit-il pas que nous sommes considérés comme un cas humanitaire tout simplement, qui ne vaut pas plus qu'un sac de farine ou une bouteille d'huile ou un médicament périmé ? Ne suffit-il pas que toute une population soit transformé en mendiants et soit mise dans la pauvreté, dépendant de la charité au lieu de l'aider à produire en gardant leur dignité intacte ? Ne suffit-il pas l'humiliation de l'occupation que nous soyons forcés à subir toutes ces humiliations à venir ?

Je suis entièrement croyant dans la paix et le non-violence. Je suis entièrement croyant dans l'espoir, le droit et la justice. Je suis entièrement croyant dans les valeurs qui font de l'humanité ce qu'elle est. Je n'ai jamais appris à haïr. Je n'ai jamais haï personne. Mes parents étaient une source d'amour et de paix. Ils ne m'ont jamais appris à moi et à mes frères quelque chose d'autre que le respect des autres et un amour infini à donner et à aider les autres. Ils nous ont appris que lorsqu'on pratique la violence, on perd un parti de son humanité. Mais en même temps, ils nous ont appris à défendre le droit et ce qui est juste et de s'élever contre tout ce qui injuste, faux et mal. Alors M. le Président, j'ose vous dire que vous n'avez aucun droit, même en étant le Président d'une autorité qui n'a aucune autorité sur quoi que ce soit- à l'exception probablement de nous- mais qui ne peut nous protéger ou même se protéger contre n'importe quel petit soldat ou soldate israélien, pour renoncer à nos droits, les droits de deux tiers de votre peuple pour retourner avec dignité dans leurs villages et terres et propriétés détruits, et qu'ils soient compensés pour toutes leurs souffrances et leur exil, et l'exploitation par les sionistes de leurs champs et terres, et le vol de leurs propriétés et comptes dans les banques anglaises ou autres.

M. le Président

Je ne sais pas si vous allez lire ces mots ou pas. Je ne sais pas si je vais rester en vie lorsque vous les lisez ou pas... Mais en tous les cas, j'espère que ces mots qui viennent de cœur vont dans votre cœur M. le Président, et que vous puissiez trouver l'espoir et la force que notre peuple garde encore en lui. Nous ne renonçons pas à nos droits. La paix peut être construite seulement avec la Justice. La paix réelle peut être bâtie avec une justice réelle.... Toute autre chose n'est qu'une plaisanterie dans la face de l'histoire. Je m'appelle Abdelfattah Abdelkarim Hasan Ibrahim Mohamad Ahmad Mostafa Ibrahim Srour Abusrour. Je suis encore réfugié dans mon propre pays avec deux clés rouillées à la maison.

Abdel Fattah Abusrour, PhD

20 septembre

alrowwad

Le centre, situé dans le camp d'Aïda, est une institution indépendante, non gouvernementale et n'est affilié à aucun parti politique et à aucune organisation confessionnelle.

Il est animé par une équipe de bénévoles que dirige avec passion le Dr AbdelFattah Abu-Srour, qui a fait ses études en France et qui maîtrise parfaitement le français. Né dans le camp il y a 38 ans, il est revenu auprès de son peuple après l'obtention de son diplôme de docteur en génie biologique et médical.

Le centre propose aux enfants des deux sexes, de 10 à 15 ans, des activités de théâtre et d'arts plastiques mais aussi une formation sur ordinateur et une petite librairie.

Avec le Comité populaire, il participe aussi à différents projets de création d'emplois et de développement local. Il a reçu à ce titre des subventions de l'UNRWA et de l'UNDB (autre organisation des Nations Unies) pour l'entretien du camp, mais son fonctionnement (eau, électricité, frais des bénévoles) n'est subventionné que par des particuliers.

L'objectif principal est de créer pour les enfants un environnement sain pour les aider à surmonter le stress engendré par la violence des agressions israéliennes et trouver un lieu où ils puissent vivre une " vie normalement humaine ".

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5091